Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Occupation-et-democratie-La-France-et-les-Etats-Unis-accentuent-leur-pression-sur-Damas>

Occupation et démocratie : La France et les Etats-Unis accentuent leur pression sur Damas

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -
Date de mise en ligne : jeudi 21 avril 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Le Monde Diplomatique](#) Avril 2005

La Syrie se doit d'appliquer la résolution de l'ONU « qui appelle à un retrait total de ses troupes du Liban (...). Le redéploiement annoncé par Assad est cosmétique. Il est inacceptable. » Ainsi, le 6 mars 2005, M. Sylvan Shalom répondait-il au discours du président syrien prononcé la veille. Le 8 mars, le ministre israélien des affaires étrangères déclarait que « le peuple libanais veut sa liberté ». De leur côté, les présidents Jacques Chirac et George W. Bush réclamaient le départ des troupes syriennes du Liban avant la tenue des élections législatives du mois de mai, de manière que celles-ci puissent se dérouler loin de toute pression.

Qui ne se féliciterait de la clarté de tels principes, de cet attachement au droit international, au principe de l'autodétermination des peuples, à la démocratie ? Nul doute que, dans cet esprit et conformément aux résolutions des Nations unies, M. Sylvan Shalom se prépare à annoncer le retrait des troupes israéliennes du Golan syrien, de l'ensemble de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est, territoires occupés depuis plus de trente-six ans, et qu'Israël ne se contentera pas d'un retrait « cosmétique » de Gaza. Nul doute non plus que les présidents français et américain s'apprêtent à dénoncer les élections irakiennes, qui se sont tenues sous occupation, et qu'ils exigeront, avec la fermeté qu'on leur connaît et l'universalisme qui caractérise leurs prises de position, le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés, afin de permettre que les élections législatives palestiniennes prévues au mois de juillet puissent se dérouler sans ingérence extérieure. Nul doute non plus que M. George W. Bush s'apprête à destituer son ministre de la défense, M. Donald Rumsfeld, qui, à Bagdad, intervient dans les négociations sur la formation du nouveau gouvernement et s'oppose notamment au choix par les élus du ministre responsable du Conseil de sécurité nationale. Ce qui vaut au Liban ne vaut-il pas en Irak et en Palestine ?